

**RAPPORT N°2022/5-38
au Conseil de la Communauté
en séance du samedi 17 décembre 2022**

OBJET : REVISION DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS (PPGDLSID) : ARRET DU PROJET

ORIENTATION N°1 : FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL

AXE 1 : FAVORISER UN AMÉNAGEMENT CIRCULAIRE

Engagement 2 : S'impliquer dans une politique d'habitat adaptée et solidaire

Le conseil communautaire a approuvé par délibération n°2017/2-09 du 06 avril 2017 le premier plan partenarial de gestion de la demande en logement social et d'information des demandeurs intercommunal (PPGDLSID)

Qu'est-ce qu'un PPGDLSID ?

La loi ALUR du 24 mars 2014 et son décret d'application du 12 mai 2015 prévoient que tout Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) doté d'un Programme local de l'habitat (PLH) exécutoire doit élaborer un plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGDLSID)

Le PPGDLSID est établi pour une durée de six ans. Il définit les orientations visant à garantir la gestion partagée des demandes de logement social et à satisfaire le droit à l'information des demandeurs, en fonction des besoins en logement social et du contexte local et sur la base d'éléments obligatoires devant figurer dans le plan.

Le PPGDLSID 2017/2023 de la CINOR

Elaboré et co-écrit en 2016 avec l'ensemble des partenaires de la CINOR (services de l'Etat, communes membres, CCAS, Département, CAF, bailleurs sociaux, associations de locataires, ADIL ...) œuvrant dans le champ du logement et de l'hébergement, le PPGDLSID s'articule avec les orientations de la convention intercommunale d'attributions (CIA) de logements sociaux et du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes défavorisées (PDALHPD)

Les objectifs du PPGDLSID de la CINOR concernent :

- 1) L'organisation d'un service territorialisé d'accueil et d'information des demandeurs par des lieux de proximité labellisés maillant l'ensemble du territoire et organisés en trois niveaux de services (Points Information Logement, guichets d'accueil généralistes ou spécialisés) ;
- 2) La priorisation sur le territoire nord de publics prioritaires issus du DALO, du PDALHPD, des critères du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) mais aussi les personnes âgées et/ou en situation de handicap ou de perte d'autonomie, les ménages contraints au relogement suite à une opération ANRU, RHI ou ZAC ainsi que les locataires du parc social en attente d'une mutation ;
- 3) L'harmonisation du process d'enregistrement, de traitement de la demande et de sélection des candidatures ;
- 4) La mise en place d'une gouvernance pour le pilotage et l'animation du plan, et de modalités de suivi des actions.

L'évaluation du PPGDLSID

Une fois par an, après avis de la conférence intercommunale du logement, l'EPCI délibère sur le bilan de la mise en œuvre du plan.

La réalisation du bilan du PPGDLSID intercommunal a été confiée au cabinet d'études ESPACITE. La mission a démarré en septembre 2021 sur un mode concerté avec tous les acteurs du plan et a permis la production en décembre 2021 d'un rapport d'audit du PPGDLSID puis d'un rapport d'évaluation du PPGDLSID en mars 2022. Les

travaux et conclusions de ces deux phases d'étude ont fait l'objet de restitutions dans les instances de la CINOR (comité technique et conférence intercommunale du logement)

La révision du PPGDLSID

Le bilan est adressé pour avis au préfet, présenté à la conférence intercommunale et rendu public. Au vu de ce bilan, une révision du plan peut être envisagée, si elle est nécessaire. Les modalités de révision sont identiques à celles fixées pour son élaboration.

Lorsque le bilan fait apparaître une insuffisance du plan ou des actions mises en œuvre et que sa révision n'a pas été engagée, le préfet met en demeure l'EPCI de réviser les orientations et les actions prévues.

Les pistes de révision du plan identifiées à l'issue du bilan concernent :

- L'intégration du système expérimental de cotation défini en 2021 par les partenaires du plan,
- Une redéfinition des indicateurs de suivi du plan,
- La gestion de la « demande de confort » parmi les locataires en mutation,
- La gestion des demandes radiées pour cause de non-renouvellement,
- L'articulation entre Logement d'Abord et Hébergement,
- La lutte contre la vacance dans le parc de logements,
- L'intégration d'éléments relatifs à la définition des missions des lieux communs,
- Une meilleure qualification de l'offre de logements,
- ...

A ce titre la CINOR a affermi la tranche conditionnelle du marché d'études qui consistait à produire un projet de PPGDLSID révisé ainsi qu'un projet de programme d'actions pour le prochain plan.

Parmi les nouvelles actions proposées à mettre en œuvre dès 2023 on note par exemple :

- L'évolution du site internet de la CINOR pour en faire un lieu commun dématérialisé d'information des demandeurs de logement,
- L'élaboration du système de qualification de l'offre de logements de la CINOR,
- La réalisation d'une étude de qualification de la demande de mutation dite de confort,
- La résolution des dysfonctionnements du système national d'enregistrement des demandes de logement,
- Un renforcement de l'alerte radiation en amont du renouvellement des demandes,
- L'expérimentation d'une bourse d'échange de logements sociaux,
- Le renforcement des moyens humains de la direction aménagement et habitat de la CINOR.

Ainsi il est proposé :

- D'acter l'évaluation du plan ci-jointe,
- De soumettre le projet de PPGDLSID révisé à l'avis réglementaire du Préfet, des communes et à l'avis consultatif de la conférence intercommunale du logement qui a pris part à la concertation tout au long de l'évaluation,
- De mettre en œuvre le prochain plan sur la base du calendrier établi dans le projet de PPGDLSID révisé et de son programme d'action, ci-joint.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221217-CC2022-5-38-DE
Date de télétransmission : 22/12/2022
Date de réception préfecture : 22/12/2022

**DELIBERATION N° 2022/5-38
du Conseil de la Communauté
en séance du 17 décembre 2022**

**OBJET : REVISION DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET
D'INFORMATION DES DEMANDEURS (PPGDLSID) : ARRET DU PROJET**

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de Communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes CINOR ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Sur l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/5-38 du Président ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1 :

Arrête le projet révisé de plan partenarial de gestion de la demande en logement social et d'information des demandeurs

ARTICLE 2 :

Soumet le projet de PPGDLSID aux avis réglementaires.

ARTICLE 3 :

Autorise le Président à signer tous les actes y afférents.

Nombre de votants : 35 (dont 06 procurations)
Suffrages exprimés : 35
Vote pour : 35
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte Clotilde **12 2 DEC 2022**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**





SECRETARIAT DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE

AVIS DES COMMISSIONS

RAPPORT N°2022/AME/5-38

Arrêt du projet révisé de plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGDLSID)

COMMISSION AMENAGEMENT & ECONOMIE

La Commission émet un avis favorable et rajoute que la politique de peuplement est fondamentale sur le territoire.

COMMISSION ADMINISTRATION FINANCES

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.